

Tweeter

J'aime 10



Rechercher

(https://facebook.com/pages/Destimed/611960778835164?)

Retrouvez-nous sur : ref=str(https://twitter.com/Destimed)

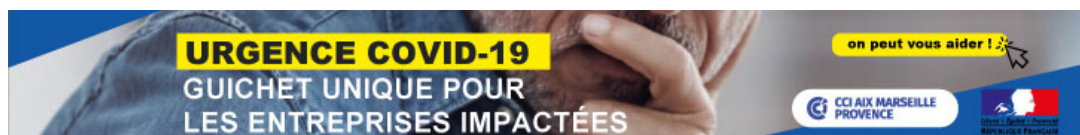


L'info des deux rives

Mardi 7 Avril 2020
09h52

(https://www.maregionsud.fr/infos-

covid-19)



(https://www.ccimp.com/)



Club de l'Immobilier Marseille-Provence : Les 5e Assises de la transition écologique mettent les gaz... au vert

lundi 18 février 2019 (2019-02-18T08:02:15Z)

Elles visaient l'énergétique, elles ciblent aujourd'hui plus largement l'écologique... Les 5e assises organisées le 5 février dernier par le Club de l'Immobilier Marseille-Provence ont permis de recenser quelques initiatives qui, sur le territoire, permettront de concourir à l'avènement d'une « métropole zéro carbone ». C'était aussi le moment de dresser le bilan du dispositif Smart Avenir Energies... qui s'enrichit cette année encore d'une nouvelle brique.



De gauche à droite Jean-Philippe Bonnet, Hervé Madiéc, Olivier Charles, Fabrice Alimi - En bas Béatrice Aliphart et Nihad Ahram (Photos Robert Poulain)

Les assises green organisées depuis 5 ans par le Club de l'Immobilier Marseille Provence ont décidé de voir plus grand. Car « l'énergie n'était qu'une brique », dit son président, Fabrice Alimi... Alors on élargit le prisme à présent, et on cause plutôt écologie. Il faut dire que le thème arrêté s'y prêtait à merveille. Transverse, puisqu'il s'agissait de la métropole zéro carbone, il a permis finalement de rendre compte de tout ce qui est impulsé sur le territoire, en termes de projet, pour tendre vers cet idéal. L'initiative « a du sens » pour la secrétaire d'État Brune Poirson, marraine de l'événement mais non présente le jour J, ce qui ne l'a pas empêché de la louer par le biais d'une vidéo, évoquant les dispositifs déjà mis en place, écowatt ou Smart Avenir Energies, souhaitant qu'« ils prennent de l'ampleur. Nous serons à vos côtés pour cela, car il s'agit bien du défi du XXIe siècle ».

Des chiffres sont avancés par Béatrice Aliphath, vice-présidente métropolitaine déléguée à l'industrie et aux réseaux d'énergie : « Le coût de l'énergie sur le territoire de la Métropole, c'est 5,5 Mds d'euros par an, nous ne sommes autonomes que de 5%. Les Énergies renouvelables (EnR), quant à elles, ne représentent pour l'heure que 30% de cette production locale ». A l'échelle de Provence-Alpes-Côte d'Azur, la capacité de production énergétique monte à 50%... Une situation de dépendance énergétique qui varie selon les saisons et se trouve encore plus tendue en hiver, puisqu'elle ne produit que 20% de ses besoins en décembre, contre 100% en octobre. Entre les lignes, le reste s'importe, et cela coûtera de plus en plus cher... La voie de l'indépendance énergétique serait donc bénéfique à plus d'un titre. Peut mieux faire, donc, afin d'améliorer la performance environnementale sur le territoire. On y aurait tout à gagner : pouvoir d'achat, création d'emplois... Sur ces derniers chapitres, l'élue croit dur comme fer à l'éolien offshore, et notamment au flottant : « *Selon les projections, il permettrait de générer 4 500 postes à l'horizon 2035* ». Pour mémoire, l'une des fermes pilotes, Provence Grand Large, doit voir le jour face à Fos-sur-mer. Avec l'espoir de transformer l'essai et de passer en mode commercial... Et pour mieux accompagner ces transitions Béatrice Aliphath revient sur l'agenda environnemental voté à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône. « *Martine Vassal a posé les jalons. Il est évolutif, on peut travailler les axes, il comporte un fonds pour injecter de l'argent dans les projets énergétiques... la création d'une société d'économie mixte serait possible, tout comme celle d'un club des acteurs de l'énergie* ». Autre source d'EnR intéressante au vu de l'ensoleillement de la Région, le photovoltaïque bien sûr, évoque de son côté Jean-Philippe Bonnet, Délégué Méditerranée du Réseau de transport d'électricité (RTE). Toutefois, si notre région est la première de France en termes de densité, « *nous sommes encore loin d'autres régions d'Europe, comme les Pouilles en Italie. Le Sradet -Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires- vise à multiplier cette capacité par 10, voire davantage. Après, il faudra aussi résoudre d'autres équations, si trop d'électricité était produite : comment l'utiliser, puis surtout la stocker...* »

Les entreprises privées à la manœuvre

Autre voie exploitée sur le territoire de la métropole : la méthanisation ! Et sur ce chapitre, c'est Suez, via sa filiale Seramm, qui joue les rôles de chefs de file avec son projet de construction, aux pieds de la calanque de Sormiou, [de la plus grande unité de production et d'injection de biométhane en France à partir du traitement des eaux usées](#). Travaux qui nécessitent quelque 9,2 M€, ce pour une belle ambition : « *augmenter de 30 à 50 % notre production de biométhane en France d'ici 2020, en partenariat avec nos clients collectivités et industriels* », avançait Jean-Louis Chaussade, directeur général de Suez, lors de la présentation du projet. Toutefois, à l'échelle privée, les grands groupes ne sont pas les seuls à s'engager dans la voie de la transition écologique. C'est aussi le fait de PME investies dans la RSE, à l'instar de la Vauclusienne Aptunion, produisant chaque année près de 10 000 tonnes de fruits transformés, avec un sourcing on ne peut plus proche : les vergers sont attenants à l'entreprise, Olivier Charles, le PDG, sait donc ce que circuit court veut dire... mais c'est sur une autre problématique que le dirigeant s'est exprimé. « *La transformation des ces fruits génère 250 000 m3 d'effluents, contenant quelque 30 00 tonnes de sucres dissous. Nous faisons jusqu'ici appel à une station d'épuration, mais cela nous coûte cher. Par ailleurs, la station se trouve parfois saturée. Nous avons donc opté pour l'implantation in situ d'une solution de méthanisation de ces effluents. Un biogaz réintroduit dans le réseau de GRDF, avec qui nous signons aujourd'hui le contrat de réinjection. Ce qui permettra d'alimenter l'équivalent de 1 000 foyers sur la ville d'Apt* ». Bref, autant d'exemple démontrant que « *100% de gaz vert en Paca, c'est possible* », avance Fabrice Alimi. Et de citer d'autres exemples, sur le territoire de la métropole : le groupe Heineken, qui va lui aussi produire du gaz vert, la FNSEA qui lance une démarche de valorisation des déchets agricoles...

Un pass Smart Green Energies

... et puis, il y a Smart Avenir Energies, qui contribue lui aussi à cette dynamique. Lancé il y a deux ans et consistant en un mix énergétique permettant d'utiliser la meilleure énergie selon l'usage, le dispositif s'est étoffé d'une brique supplémentaire l'année dernière en faisant entrer une première banque dans la danse. La Cepac s'y est associé en effet en proposant un produit financier permettant d'accéder à un bien 5 à 6% plus grand... Pilote jusqu'ici, elle voit cette année un autre établissement bancaire lui emboîter le pas : « *Le Crédit Agricole nous a rejoints à son tour* », annonce en effet Fabrice Alimi. Il faut dire que le bilan de l'opération, depuis deux ans, est plus que prometteur : « *Près de 20 800 logements ont basculé dans le mix énergétique. 10 000 par an, c'est le tiers des logements produits en région ! Cela représente une économie d'énergie de 83 200 000 kWh par an sur le territoire, soit l'équivalent d'un an de recharge électrique de 55 000 véhicules. C'est presque deux fois le nombre d'immatriculations du territoire. Économies qui de surcroît, ont permis de redonner 7M€ aux acquéreurs et/ou locataires de ces habitations en termes de pouvoir d'achat. Enfin, le dispositif a permis de créer 208 emplois* ». Et cette année, il s'enrichit encore d'une nouvelle brique... avec la possibilité d'utiliser exclusivement les énergies vertes, notamment le gaz vert. Le principe : « *n'importe quel utilisateur, où qu'il soit, sans technologie et sans investissement, peut avoir accès aux énergies renouvelables en utilisant les réseaux électriques ou les réseaux de gaz. Pour en bénéficier, il suffit d'en faire la demande auprès du fournisseur d'énergie qu'on a choisi. Ce ne sont que deux lignes ajoutées sur un contrat... Ainsi aujourd'hui, ces énergies renouvelables sont au même prix que les énergies conventionnelles et classiques* », détaille Damien Rosinha, chef du marché aménagement chez GRDF Sud-Est. De fait, certains promoteurs se sont déjà mis au diapason. Ainsi Immalliance, qui propose aux propriétaires et aux occupants de ses programmes un « Pass Smart Green Energies ». Il s'agit « *d'une aide, à savoir le versement d'une prime de 200 euros afin que ces derniers souscrivent à des offres électricité et gaz 100% énergies renouvelables* », explique la responsable Développement Nihad Ahram, mettant également en lumière le nouveau programme Immalliance, La Pinède à La Penne-sur-Huveaune. « *Elle fonctionnera à 100% sur de l'énergie verte, se trouve sous convention Smart Avenir Energies, comptera des ruches pour favoriser la biodiversité, ainsi que des*

jardins partagés munis de récupérateurs d'eaux pluviales »... Bref, autant d'initiatives concourant à la naissance de cette métropole zéro carbone. Et force est de constater, même si la marge de manœuvre est encore vaste, que la dynamique est bel et bien en marche.

Carole PAYRAU

Un message, un commentaire ?
